Revue d'études comparatives Est-Ouest

http://www.necplus.eu/REC

Additional services for ***Revue d'études comparatives Est-Ouest:***

Email alerts: Click here
Subscriptions: Click here
Commercial reprints: Click here
Terms of use : Click here

Sécurité Alimentaire et Marché. Représentations des Acteurs du Monde Agricole dans La Russie des Années 1990-2010

Caroline Dufy et Svetlana Barsukova

Revue d'études comparatives Est-Ouest / Volume 48 / Issue 01-02 / March 2017, pp 57 - 84
DOI: 10.4074/S0338059917001036, Published online: 17 August 2017

Link to this article: http://www.necplus.eu/abstract_S0338059917001036

How to cite this article:
Caroline Dufy et Svetlana Barsukova (2017). Sécurité Alimentaire et Marché. Représentations des Acteurs du Monde Agricole dans La Russie des Années 1990-2010. Revue d'études comparatives Est-Ouest, 48, pp 57-84 doi:10.4074/S0338059917001036

Request Permissions : Click here

Downloaded from http://www.necplus.eu/REC, IP address: 92.242.58.13 on 25 Aug 2017

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MARCHÉ

REPRÉSENTATIONS DES ACTEURS DU MONDE AGRICOLE DANS LA RUSSIE DES ANNÉES 1990-2010

Caroline Dufy & Svetlana Barsukova
Sciences Po Bordeaux, Pessac, France ; c.dufy@sciencespobordeaux.fr
Université nationale de recherche – École supérieure d'économie, Laboratoire de sociologie économique, Moscou ; sbarsukova@hse.ru

---

RÉSUMÉ – *Cet article démontre que la notion de sécurité alimentaire légitimée depuis les années 1990 par les programmes d'assistance des organisations internationales, telles que la FAO par exemple, la Banque mondiale ou l'OCDE fait l'objet d'une forte renationalisation, variable en fonction à la fois de contextes internationaux et d'enjeux internes. L'exemple étudié est celui de la Russie depuis la fin de l'URSS. L'enquête de terrain a permis de mettre en évidence trois registres discursifs mobilisant la notion de sécurité alimentaire. Le registre originel, qui correspond aux situations de pénurie alimentaire, aux risques de famine et de malnutrition, caractérise la Russie des années 1990. Sa validation par le pouvoir présidentiel permet de maintenir une ouverture maximale aux importations alimentaires, contre les initiatives visant à soutenir la production agricole nationale. Le second, qui marque la décennie 2000 d'adhésion à l'OMC, produit un renversement complet de perspective en promouvant la production agricole et l'intégration négociée aux échanges internationaux. Le troisième registre s'impose à la faveur de la crise financière et de la dégradation des relations commerciales avec les pays occidentaux. Il prône une fermeture articulée à un discours de développement national de la production agricole. Ces registres discursifs ont des effets réels sur les structures productives et aménagent à chaque période des configurations variées de rapports de force et de consensus sociaux.*

MOTS CLÉS – *agriculture, paysans, réforme, sécurité alimentaire, blé, Russie*

Cet article a bénéficié du soutien financier du Conseil général d'Aquitaine et du programme européen Marie Curie « European Identity, Cultural Diversity and Political Change » PIRSES-GA-2013-612619. Il a par ailleurs bénéficié des remarques de relecteurs anonymes et de discussions avec Antoine Bernard de Raymond et Olga Gille-Belova, qu'ils en soient remerciés.

La notion de sécurité alimentaire a déjà une longue histoire, accumulée dans les arènes des organisations internationales, lorsqu'elle entre dans le vocabulaire des autorités russes, à la fin des années 2000, au terme d'une décennie de prospérité économique. Pourtant destinée à susciter l'adhésion et le consensus (Mooney & Hunt, 2009), cette notion a subi des reformulations très nombreuses. Plus de 200 ont été identifiées dans les vingt-cinq dernières années (Maxwell, 1996). Initialement adoptée en 1974 à la Conférence internationale sur l'alimentation organisée sous l'égide de la FAO, cette notion a gagné en légitimité tout au long du combat des pays pauvres contre la faim (Wittman, Desmarais & Wiebe, 2010). Une définition stable date de 1996 : la sécurité alimentaire est garantie lorsqu'à un niveau individuel, à celui du ménage, au niveau national, régional et mondial,

> *« elle désigne des situations où les peuples ont de tout temps un accès économique et physique à des ressources alimentaires en quantité et qualité suffisantes pour satisfaire leurs besoins quotidiens et leurs préférences alimentaires pour une vie active et saine. »*
>
> *(Conférences alimentaires de 1996 et 2002.)*

Depuis les années 1970, les composantes de cette définition ont été complétées. Appréhendée initialement en termes exclusifs de volume de production et de prix des denrées alimentaires, sous l'impulsion de l'économiste indien Amartya Sen, la sécurité alimentaire a été ensuite saisie par ses causes et divisée en quatre piliers progressivement définis :

1) l'accès aux denrées alimentaires,
2) leur disponibilité en quantité et en qualité suffisantes,
3) la qualité nutritionnelle
4) les modes de consommation.

Parallèlement, le niveau et les sujets concernés se sont déplacés des États vers les individus et les ménages, d'une approche objective vers une évaluation subjective du sentiment de sécurité par les individus concernés (Maxwell, 1996). Le terme est consacré par un consensus international obtenu dans le sillage des émeutes de la faim de 2008 et dans un contexte de remise en question majeure de la légitimité des organisations internationales par les ONG et par les mouvements de la société civile, en particulier le mouvement paysan *Via Campesina*[1] (Fouilleux, 2009 ; Bricas & Daviron, 2008 ; Mc Michael & Schneider, 2011).

La sécurité alimentaire n'apparaît de façon officielle dans le discours politique du gouvernement russe qu'au début des années 2000, alors que de fait, la majeure partie du vingtième siècle soviétique est marquée par des politiques d'autonomie alimentaire et une volonté d'autosuffisance. Pourtant, c'est la décennie 1990 qui se caractérise par la faim et l'insécurité alimentaire, par le rationnement et l'effondrement des systèmes productifs agricoles, restaurés dans la décennie de prospérité suivante (Sedik, Sotnikov & Wiesmann, 2003). Érigée en objet de doctrine par le gouvernement Medvedev en 2010, la sécurité alimentaire est considérablement réactivée dans les discours publics depuis l'adoption des vagues successives de sanctions et contre-sanctions en 2014 (Dufy, 2015).

Ce paradoxe est le point de départ de la réflexion : comment expliquer ce décalage temporel ? Quels sont alors le ou les sens investis dans cette priorité politique ? Les significations mobilisées sont-elles similaires à celles dégagées au niveau international ? Quelles relations peut-on établir avec le contexte politique et économique dans lequel il prend place ?

---

1. Le mouvement *Via Campesina* est un mouvement transnational paysan fondé en 1993 par des syndicats agricoles, des associations d'agriculteurs et des paysans « sans terre ». Il a réussi à imposer un recadrage des questionnements sur l'agriculture en déplaçant les débats, traditionnellement centrés sur les problématiques de volume de production, vers des questionnements portant sur les modalités de production des biens alimentaires (sur ce point, voir THIVET, 2012).

Le terme de sécurité alimentaire se voit ici conférer le statut d'un cadre qui, à l'instar du travail photographique[2], permet de définir un éclairage particulier, mettant en avant certains éléments et en minorant d'autres. De fait, la littérature consacrée à la sécurité alimentaire est foisonnante. De nombreux travaux ont déjà montré les significations évolutives que cette notion a revêtues en fonction des contextes nationaux et historiques différents dans lesquels elle s'est incarnée : sécurité alimentaire industrielle et petite agriculture de ferme (Mc Michael & Schneider, 2011), sécurité alimentaire fondée sur les droits ou sur le commerce (*right-based* ou *trade-based food security*, lire Lawrence & Mc Michael, 2012) ou encore lutte contre la faim, développement et « *empowerment* » de communautés locales (Maxwell, 1996 ; Mc Keon 2015) et plus récemment stratégie de minimisation des risques face à une agriculture industrialisée (Mooney & Hunt, 2009). La réflexion récente s'est tournée vers les outils capables de mettre en œuvre une gouvernance globale de la sécurité alimentaire, en dépit de la diversité des normes et des règles qu'elle suppose (Margulis, 2013 ; Duncan & Barling, 2012).

L'objet de ce travail est de montrer la déconnexion radicale qui existe entre les mobilisations politiques du terme de sécurité alimentaire dans le contexte russe et celles qui circulent dans les arènes des organisations internationales et du monde de l'expertise. Cet article établit que les définitions employées dans le cas russe sont très traditionnelles, valorisant le producteur aux dépens du consommateur et l'agriculture productiviste aux dépens de modes de production et de distribution alternatifs. Au-delà, il s'agira de mettre en évidence comment ces conceptions font l'objet d'un travail de légitimation politique.

L'approche adoptée s'inscrit par conséquent dans une perspective d'analyse des discours et des rhétoriques employés par les acteurs. Il s'agit de mettre au jour un travail politique de fabrication des registres discursifs et la façon dont ils sont mobilisés, reformulés et discutés par les experts et les professionnels des politiques agricoles. La sociologie de la construction des problèmes publics et les rhétoriques de justification sont ici utilisés conformément aux approches conventionnalistes développées par L. Thévenot et L. Boltanski (Boltanski & Thévenot, 1991). Cette perspective explicitement constructiviste donne à voir les représentations plurielles de ce qui est à

2. Cet usage est emprunté ici à MOONEY & HUNT (2012).

protéger, les conceptions variées des priorités à établir et des acteurs à privilégier. Ces éléments dans leur cohérence permettent de décrire des registres de la sécurité alimentaire synthétisés dans notre tableau (voir *infra*). Le commerce international et les échanges économiques nationaux et internationaux alimentent cette réflexion. Ces registres réactivent des épisodes historiques spécifiques, sélectionnent des référents institutionnels, ou des structures économiques qui permettent de construire un récit national cohérent. Par suite, ils ne demeurent pas de simples discours mais ont des effets sur les structures économiques et sociales, sur les flux d'échanges et sur la répartition des ressources entre les acteurs du secteur agricole. La construction politique de la sécurité alimentaire s'appuie sur différents rapports de force sociaux et récits disponibles sur l'identité nationale forgés par les élites. Cette identité nationale est pensée à la manière de Benedict Anderson, comme une communauté politique imaginaire, cimentée par une certaine vision de la nation (Anderson, 1983). La confrontation des discours profanes et professionnels sur la sécurité alimentaire porte en germe une réflexion sur les rapports de pouvoir et de domination à l'œuvre dans la construction du cadre de la sécurité alimentaire. L'enjeu de cette démonstration est de mettre au jour les différentes configurations des conjonctions entre politiques économiques, construction des débats publics et engagements et mobilisation des acteurs. Paradoxalement, la dimension la plus classique de la sécurité alimentaire, liée à la lutte contre la malnutrition, est reléguée au second plan, par des conceptions qui s'appuient sur le développement économique impulsé par l'État.

Ce travail est fondé sur plusieurs enquêtes de terrain successives et la collecte d'une vingtaine d'entretiens qualitatifs réalisés sur plusieurs périodes : en 2012, lors d'un terrain exploratoire, et en 2015, dans deux villes, Ekaterinbourg et Moscou. Les entretiens ont été réalisés auprès d'experts, d'économistes spécialistes des questions agricoles, de syndicalistes agricoles, d'exploitants agricoles, ainsi que de responsables administratifs et de fonctionnaires des administrations centrales[3]. Ce travail de terrain repose sur l'analyse des discours collectés, mais également sur l'étude des discours politiques, des textes juridiques et de la littérature grise. La thématique de la sécurité alimentaire a été envisagée de façon prépondérante dans le secteur des céréales, qui constitue à la fois un secteur prioritaire pour le gouvernement et un secteur exportateur de premier plan dans l'agriculture russe.

3. Ces entretiens ont été collectés, par les deux auteurs, tantôt individuellement, tantôt collectivement.

Trois moments fondamentaux se dégagent. Ils correspondent à trois conceptions de la sécurité alimentaire dans l'histoire du débat public sur la politique agricole depuis les années 1990. Parmi les conceptions de la sécurité alimentaire identifiées par la littérature, la signification initiale de lutte contre la pauvreté et la malnutrition aurait pu être développée dans les années 1990, mais elle ne s'est pas imposée dans le discours public autrement qu'aux marges du champ politique, dans le programme du parti communiste. Elle reste également très peu mobilisée même par les acteurs de terrain. En revanche, la sécurité alimentaire s'impose dans le discours gouvernemental à l'orée des années 2000, dans un moment qualifié de néo-libéral, d'intégration de la Russie à l'OMC. Depuis 2014 et l'adoption des sanctions et contre-sanctions, son contenu a été totalement modifié pour intégrer une dimension développementale et protectionniste contre la mondialisation.

HUNGER GAME OU LA LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION : LE RENDEZ-VOUS MANQUÉ DE LA DÉCENNIE 1990

Contrairement aux analyses faisant état de la transnationalisation de la lutte pour la sécurité alimentaire et de son accession à un statut de bien commun global (Lerin & Louafi, 2009 ; Hrabanski, 2011), le débat public en Russie est marqué par une forte reformulation nationale des enjeux[4]. La discussion des années 1990 et l'adoption manquée de la conception de la sécurité alimentaire en Russie, alors que les pénuries alimentaires font craindre une forte instabilité sociale, le montrent bien. Simultanément, le concept se renforce au sein des organisations internationales.

Au niveau international, le signe le plus frappant de ce renforcement est la création d'un comité pour la sécurité alimentaire (Committee on Food security), au sein de l'ONU (Duncan & Barling, 2012 ; Mc Keon, 2015). De façon générale, au sein des organisations et de la communauté internationales, l'émergence du concept de sécurité alimentaire est aussi le résultat d'un changement de rapport de forces entre les États du Nord et ceux du Sud. Ces derniers, confrontés à l'impasse du processus de Doha, ont réussi à faire accepter la sécurité alimentaire fondée sur les droits – *right-based*

4. Dans nos entretiens, il n'est jamais fait référence aux débats internationaux et à la discussion du terme dans les arènes des organisations internationales, à l'exception d'un chercheur qui mentionne les discussions dans le reste du monde et l'existence de la *Via Campesina*.

– en lieu et place d'une conception fondée sur le commerce – *trade-based* (Lawrence & Mc Michael, 2012). La légitimation de ce concept au niveau international témoigne de la remise en question de ce que nombre d'auteurs critiques ont appelé le consensus néo-libéral[5] qui a régné des années 1980 jusqu'au début des années 2000. Le tournant du siècle renoue ainsi avec les aspirations nées de l'immédiat après-guerre et des indépendances, fondées dans les pays du Sud sur les espoirs que la révolution verte a fait naître en faveur d'une autonomie alimentaire (Lawrence & Mc Michael, 2012 ; Mc Keon, 2015 ; Carolan, 2012).

Ce changement témoigne également de la montée en puissance de la société civile dans la communauté internationale (Duncan & Barling, 2012 ; Lerin & Louafi, 2009). Au-delà, il prend place dans un contexte de hausse des prix des denrées alimentaires et de montée des préoccupations environnementales (Lawrence & Mc Michael, 2012). La capacité du commerce international à assurer l'alimentation mondiale ne fait plus l'unanimité, brisant ainsi le consensus néo-libéral qui faisait obstacle à la réalisation de l'impératif de sécurité alimentaire (Duncan & Barling, 2012 ; Mc Keon, 2015). L'interprétation de cette évolution est discutée : pour certains, là où à Seattle la lutte pour la taxation des flux financiers a échoué, là où la régulation de la finance internationale et la limitation des paradis fiscaux ont partiellement abouti, l'adoption du consensus sur la sécurité alimentaire reste une victoire, quoique silencieuse, ou passée largement inaperçue. En effet, des mouvements paysans d'Amérique latine, par exemple, à travers le mouvement *Via Campesina* en particulier, parviennent à imposer une définition de la sécurité alimentaire proche de la souveraineté alimentaire, qui implique l'autonomie alimentaire de la société civile, décidée et organisée à sa base, l'émancipation par rapport à l'État et aux groupes agroalimentaires internationaux et la limitation des importations (Thivet, 2012). En 1996, « la souveraineté alimentaire est définie comme une précondition de la sécurité alimentaire ». Cette conception est très profondément convergente avec la pensée polanyienne, selon laquelle la terre et l'alimentation ne devraient pas être des marchandises car le marché est une forme incapable de prendre en compte les besoins alimentaires et écologiques.

5. Dans la littérature consacrée aux questions de sécurité alimentaire, le terme de néo-libéral désigne d'une part la libéralisation des échanges et la privatisation des ressources et d'autre part la croyance en la croissance économique et au retrait de l'État dans la gouvernance de la régulation des systèmes alimentaires (MC KEON, 2015, p. 17, box 1.2).

D'autres auteurs interprètent cette évolution au contraire comme le résultat d'un élargissement du consensus néo-libéral intégrant la société civile internationale, impliquant la poursuite des mêmes objectifs à travers des formes différentes, plus décentralisées, plus autonomes, plus relatives. De fait, les conceptions de la sécurité alimentaire sont passées d'une vision macro, centrée sur la croissance, appréhendée de façon *top-down*, fondée sur des modèles abstraits, standardisée, à une vision post-moderne, appuyée davantage sur une échelle micro, diversifiée et complexe, induite par en bas dans une perspective décentralisée et vue de façon flexible et innovatrice (Maxwell, 1996). Parallèlement, le financement de ces objectifs a impliqué une participation plus grande de la communauté internationale et une intégration plus poussée des pays concernés dans les flux de la globalisation financière et du commerce international.

Ces débats ne sont pas absents de la vie politique russe, marquée par la sortie du système socialiste. La décennie 1990, qui est celle de la transition économique et politique en Russie, est caractérisée par une crise alimentaire et agricole inédite qui aurait pu ouvrir la voie à l'adoption d'une conception de la sécurité alimentaire et à la légitimation politique de ce concept.

Le monde agricole des années 1990 subit en effet des changements majeurs : programmes de privatisation, démantèlement des structures productives collectivistes, kolkhozes et sovkhozes, abandon des subventions au secteur agricole. Ces évolutions entraînent un effondrement soudain de la production agricole, un exode rural massif et une chute brutale du revenu des populations rurales, les condamnant à la pauvreté et à des stratégies de survie. La chute de la production agricole s'inscrit durablement dans le paysage rural russe : pour de nombreux produits, les indices de production atteints au début des années 1990 sont tout juste retrouvés au début des années 2010 (Nefedova, 2015). Simultanément, les citadins font face à des pénuries, une inflation galopante des denrées de base, et une dégradation majeure du contenu nutritionnel (Wegren, 2010). L'alimentation de la population est alors garantie majoritairement grâce à l'aide alimentaire, en priorité américaine, au rationnement et aux importations massives. Dans les villes et selon des données publiques, quelque 70 à 80 % de la consommation de viande du citoyen russe est alors assurée par les importations, quasiment exemptes de droits de douane (Wegren, 2010, p.193). La Russie devient à cette période le premier client des États-Unis pour les exportations de viande.

Dans ce contexte, le terme de sécurité alimentaire est lancé par des leaders du parti communiste au début des années 1990 et intégré à la doctrine pour la sécurité alimentaire publiée alors par le ministère de l'Agriculture. L'intention qui préside à l'élaboration de cette doctrine est d'attirer l'attention sur la détérioration rapide de la situation du secteur agricole. Dans la décennie 1990, le parti communiste, vestige du parti-État et désormais principal parti d'opposition à la politique libérale du président Eltsine, dispose d'un soutien fort des campagnes et du monde agricole. La discussion donne lieu à plusieurs projets qui auraient pu potentiellement être élevés au rang de loi fédérale adoptée par la Douma d'État. Toutefois, la loi n'est pas examinée, bien que le parti communiste soit fortement représenté dans la Douma d'alors. La discussion montre que la notion de sécurité alimentaire n'y était pas assez précisément définie. Deux définitions y sont concurrentes. La première se réfère à l'existence d'une production domestique permettant l'indépendance à l'égard des importations et l'autosuffisance, en considérant le pays comme entouré de voisins hostiles. La sécurité alimentaire est alors l'antithèse de la dépendance face aux compagnies occidentales se taillant des parts de marché sur les marchés nationaux. Cette vision est congruente avec les intérêts du secteur agricole, qui en appelle à l'État pour le soutenir par des subventions ou le protéger avec le renforcement des droits de douane, alors très faibles sur les produits importés.

La seconde définition repose davantage sur les intérêts des consommateurs, en mettant l'accent sur l'accessibilité des produits alimentaires, sur leur faible coût, assurant ainsi la stabilité sociale dans le pays. Cette conception est désignée en russe par le terme distinct de *piščevaja besopasnost'*[6]. De fait, les produits importés sont alors moins chers, ruinant les producteurs locaux, mais assurant la paix sociale. La sécurité alimentaire est alors envisagée sous l'angle de l'accessibilité aux produits, et non sous celui de leur qualité. Cette vision va dans le sens des préférences des importateurs, et des responsables locaux, effrayés par la perspective du mécontentement social et de la hausse du prix des denrées alimentaires. Les députés communistes n'ont pu faire valoir leur point de vue de promotion de l'autonomie alimentaire face à l'étranger et ce, à cause du risque d'augmentation des prix

6. La notion linguistiquement la plus proche serait celle de *food safety*, ou sécurité sanitaire alimentaire en français. Toutefois cette dernière implique une dimension qualitative principalement, par la protection sanitaire du consommateur.

alimentaires. La discussion n'a jamais abouti. La possibilité d'un veto du président Eltsine sur le projet de loi envisagé est une menace qui conduit à l'abandon du projet.

Le conflit entre une conception fondée sur les droits et une vision assise sur le commerce empêche donc l'adoption d'un consensus politique autour d'une notion précise, et entretient le flou sur les régimes de production et les conditions sociales qu'elle implique (Patel, 2006). Par ailleurs, sa monopolisation par les franges radicales du spectre politique éloigne définitivement son adoption. Ainsi, la conception qui s'appuie sur les droits reste encore très sous-mobilisée dans le registre discursif en Russie. Comme le souligne cet économiste spécialiste des questions agraires :

> *« Qui soutient ce point de vue en Russie ? Personne. On essaye de faire valoir son importance. Ça marche surtout dans les pays d'Amérique latine, après aux États-Unis, au Canada, et dans une partie des pays d'Europe occidentale. Mais en Europe orientale et dans les pays post-soviétiques, on ne sait même pas de quoi il s'agit. »*
>
> *(Entretien n° 9, Moscou, 10 novembre 2015.)*

Par conséquent, la base sociale de cette conception est le paysan, laissé-pour-compte des discours des représentants du monde agricole. Comme l'explique cette syndicaliste agricole, représentante des petits agriculteurs :

> *« Le fermier est pensé comme quelqu'un de très bien qui vit sur sa terre et produit des produits écologiques. "Nous soutenons les fermiers !" C'est un beau slogan pour le citoyen russe ? En réalité, bien sûr, le ministère de l'Agriculture est en lien avec la politique de substitution aux importations qui est destinée au gros et moyen business. »*
>
> *(Entretien n° 8, Moscou, 9 novembre 2015.)*

Effectivement, l'adoption d'une conception de la sécurité alimentaire privilégiant les grosses exploitations agricoles laisse des questions en suspens : « Dans quelle mesure elles sont efficaces, ces grosses exploitations, et dans quelle mesure est-ce que la production y est bonne pour la santé ? Ça, personne n'y pense. » La perspective alternative, qui a débouché au niveau

international sur la prise en compte des conditions de production plutôt que sur celle du seul volume produit, celle qui a attiré l'attention sur les effets sociaux de l'agriculture, celle enfin qui a vu l'émergence d'un nouvel acteur, le petit paysan (Thivet, 2012), cette perspective-là n'est paradoxalement pas activée en Russie. Pourtant, elle aurait pu s'appuyer sur une tradition prérévolutionnaire, portée par les communautés paysannes fortes dans la Russie tsariste, et popularisée en particulier par les travaux de l'économiste agraire Tchayanov (Stanziani, 1998 ; Yefimov, 2003).

Le soutien aux petits agriculteurs est ainsi relégué au domaine de l'animation de la vie rurale et non à celui de la production agricole. « En réalité, on compte davantage sur le soutien aux territoires ruraux que sur les programmes de soutien à la production et à la sécurité alimentaire »[7]. Le développement d'une conception alternative de l'agriculture aurait pu conduire à valoriser les circuits de distribution permettant l'acheminement des produits locaux aux bassins de consommation de proximité et la construction de circuits courts. Or c'est majoritairement le développement massif de la grande distribution et de ses faibles coûts qui a été privilégié dans les années 2000.

La comparaison de plusieurs exemples met en évidence la spécificité de la construction des politiques publiques : elle montre que contrairement à la construction transnationale d'un concept autour du mouvement paysan, la conception de la souveraineté alimentaire en Russie est forgée autour de politiques publiques nationales et illustre les différentes modalités de construction de l'État ; la *Via Campesina* n'a que peu de poids face à la *Via Kremlina* (Visser, Mamonova, Spoor & Nikulin, 2015).

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET COMMERCE INTERNATIONAL : LE MOMENT NÉO-LIBÉRAL

Le processus d'intégration de la Russie à l'OMC durant les années 2000 est caractérisé par la montée en puissance de l'opposition des secteurs agricoles (Barsukova, 2011). Le concept de sécurité alimentaire tel que formulé dans les années 1990 paraît contradictoire avec l'intégration dans le commerce international. Pourtant la doctrine sur la sécurité alimentaire est adop-

7. L'interlocuteur ajoute : « Notre association a la position suivante ; l'export est nécessaire, que les grosses exploitations produisent pour l'export, et la production locale, écologiquement propre, ça c'est la niche des petites exploitations ».

tée précisément à la fin de la décennie 2000, au moment même où le débat sur l'adhésion à l'OMC est le plus présent dans les médias (Barsukova, 2011). Ce paradoxe apparent permet de penser la construction d'une conception de la sécurité alimentaire articulée sur les notions de commerce, de marché, de volume de production. Elle s'appuie sur un consensus social différent et des rapports de force tout autres que ceux qui ont présidé à l'utilisation du concept de sécurité alimentaire dans un objectif de lutte contre la faim.

À l'instar d'exemples rencontrés dans d'autres pays, ces conceptions reposent également sur un objectif différent : la croissance de la production (Maxwell, 1996). C'est cette vision libérale du développement et de la lutte contre la pauvreté qui s'impose largement aujourd'hui dans le monde (Fouilleux, 2009 ; Bricas & Daviron, 2008)[8]. L'ambition plus spécifique de ce développement est de montrer que la conception néo-libérale de la sécurité alimentaire qui l'emporte dans le sillage de l'adhésion de la Russie à l'OMC est appuyée sur une articulation de l'agriculture à la finance, au commerce, à la sphère logistique. Elle intègre la Russie dans un espace économique mondialisé dont les acteurs sont des pays clients et des concurrents étrangers. Elle implique la construction de filières longues, spécialisées, reliant des unités de production capitalisées et concentrées. Cette conception de la sécurité alimentaire axée sur le marché est originale car elle combine souveraineté et recours au marché, production intensive et sécurité alimentaire. Elle fait du marché, et du commerce, à la fois un but et un moyen au service de la souveraineté.

En 2008, la doctrine pour la sécurité alimentaire *(doktrina prodovol'stvennoj bezopasnosti)* dans la Fédération de Russie a été constituée comme un bloc majeur de la Doctrine sur la sécurité nationale pour 2020, dans un contexte politique totalement différent de celui des années 1990.

La paternité de ce terme, qui a été forgé par les députés de la Douma, ne permet pas de considérer des perspectives politiques favorables pour le projet de loi élaboré à l'été 2008 et intitulé « Projet de loi sur la politique d'État dans le secteur de la sécurité alimentaire de la Fédération de Russie

8. « La libéralisation du commerce dans l'agriculture est probablement la contribution la plus importante que le système commercial multilatéral peut apporter pour aider les pays en développement, y compris les plus pauvres, à sortir de la pauvreté », cité par Ève FOUILLEUX (2009).

(2008) ». Le projet de loi avait été déjà rejeté à plusieurs reprises dans une Douma dominée par le parti de la majorité présidentielle Russie unie *(Edinaja Rossija)*, opposé aux vues patriotiques du parti communiste. Le sujet avait pourtant gagné en importance et en visibilité lors des campagnes électorales de 2004, et les députés de la majorité présidentielle avaient pris l'avantage sur les candidats communistes dans ce débat. Ils avaient organisé en 2004 une conférence scientifique intitulée « La sécurité alimentaire en Russie » et initié une campagne « Achetez russe ! ». Le document instituant la sécurité alimentaire comme objectif national est adopté sous la forme d'un décret présidentiel en mai 2009. Il privilégie une définition déviant substantiellement des approches dominantes dans les années 1990. Le décret du 30 janvier 2010 complète le décret 537 du 12 mai 2009 sur la sécurité nationale de la Fédération de Russie jusqu'à 2020. Il fait de la sécurité alimentaire un élément central de la sécurité nationale, ce qui constitue une spécificité de la Russie (Wegren & Trotsuk, 2013). La sécurité alimentaire apparaît à la fois comme une priorité stratégique nationale et comme une dimension essentielle de la politique étrangère russe. Cette orientation est accentuée dans le nouveau plan pour l'agriculture de 2013-2020[9].

Plusieurs autres facteurs facilitent également la légitimation politique de cette acception renouvelée de la sécurité alimentaire. Des changements majeurs s'étaient produits dans le secteur agricole dans les années 1990 et 2000 : la production avait commencé à augmenter. La croissance la plus significative était observable dans les filières du porc et du poulet, à peine ralentie par la crise financière de 2009. Par ailleurs, si l'imprécision avait été un obstacle à l'adoption de la notion dans les années 1990, elle devient un atout dans le contexte des années 2000. De fait, la conception de la sécurité alimentaire élargit son spectre, et porte l'accent sur des problèmes domestiques : la qualité alimentaire et l'accessibilité, définies à la fois en termes économiques et géographiques. Par ailleurs, le style du texte s'émancipe du contexte politisé caractéristique des années 1990 et met en avant simultanément les deux conceptions de la sécurité nationale : la conception libérale et la conception développementale. Il tend également à concilier les intérêts des agriculteurs et ceux des consommateurs (Čašin & Pustuev, 2004). Le terme russe de sécurité alimentaire *prodovol'stvenaja bezopasnost'* couvre alors aussi bien la sécurité *(food security)* que la capacité de produire assez

9. Source : ministère de l'Agriculture, http://www.mcx.ru/documents/document/show/22026.htm, consulté le 19 novembre 2015.

pour les citoyens et la sûreté alimentaire *(food safety)* pour les consommateurs. L'agriculture est intégrée dans un programme global de « préservation de la sécurité nationale et de la souveraineté ». Le décret établit que « l'amélioration des standards de vie des citoyens russes est une priorité nationale » (paragraphe 2)[10].

Le texte de la doctrine produit enfin des indicateurs, faisant entrer la sécurité alimentaire dans l'ordre de la gouvernance, du contrôle administratif et politique des campagnes par les chiffres. Ces derniers opèrent la caractérisation technique de la situation d'insécurité alimentaire, assurent son suivi et enfin sa mise en œuvre politique. Les ratios de production nationale pour quelques denrées de base sont définis par rapport à la consommation nationale. Des seuils spécifiques à atteindre sont fixés, et font l'objet d'un suivi, parmi lesquels : céréales : 95 %, sucre : 80 %, huile végétale : 80 %, viande : 85 %, produits laitiers : 90 %. La déclinaison de ces chiffres à un niveau régional autorise plusieurs interprétations : ces indicateurs s'intègrent dans l'ordre de la protection, s'ils sont envisagés à un niveau national, alors que dans leur interprétation locale et régionale, ils ne visent qu'à l'augmentation de la production, dans une visée libérale. La doctrine fixe ainsi un objectif à la Russie, celui de devenir un acteur de premier plan sur les marchés internationaux et un exportateur majeur de céréales. Dans ce registre discursif, le marché est une valeur universelle et positive, garante de l'efficacité et du profit.

Comme l'atteste l'un des dirigeants d'une union fédérale de production de céréales :

> *« Le marché, c'est le marché partout, en France, comme en Russie. En soi, le fermier il n'a pas besoin de produire des céréales. Il a besoin de produire pour pouvoir gagner sa vie. À ce stade, le pouvoir avait une position, la production céréalière, cela n'est pas du business, c'est une mission. Nourrir le peuple. Ça c'était dans les années 1990, de temps en temps ça revient. Mais nous ici, on essaye le plus possible de lutter contre cette idée idiote. »*
>
> *(Entretien n° 4, Moscou, 5 novembre 2015.)*

10. Source : ministère de l'Agriculture, http://www.mcx.ru/documents/document/show/14857.19.htm, consulté le 5 janvier 2016.

La sécurité alimentaire devient alors un des aspects de la sécurité nationale et de la politique étrangère. Il permet d'utiliser l'outil diplomatique à des fins de développement de la coopération internationale par exemple[11]. Cet aspect a déjà été développé dans la littérature (Wegren, 2010). L'apport le plus original de notre démarche met au jour l'articulation de ce discours avec le positionnement de la Russie par rapport aux marchés et à l'intégration internationale.

La sécurité nationale entendue du point de vue néo-libéral implique une articulation de la production nationale avec les marchés extérieurs, et est congruente avec le développement des exportations et la promotion de la production céréalière comme l'un des secteurs prioritaires de la modernisation de l'économie nationale. C'est ce qu'explique le responsable de l'association des producteurs de céréales cité ci-dessus :

> *« L'export, c'est un mécanisme qui permet d'enlever les céréales excédentaires et de maintenir les revenus des fermiers. L'État peut parler de sa fonction nourricière, mais le fermier lui ça lui est égal à qui il vend, à l'export, ou sur le marché national. »*
>
> *(Entretien n° 4, Moscou, 5 novembre 2015.)*

L'intégration dans la globalisation libérale est promue dans un discours qui articule et différencie les marchés intérieur et extérieur. La libéralisation, comme dans d'autres processus similaires, en Europe par exemple, ne conduit pas à un désengagement de l'État, mais fait de l'État un acteur essentiel qui peut promouvoir des politiques aux effets différents pour l'intégration dans la mondialisation (Jabko, 2009). Plus spécifiquement, cet exemple illustre le rôle central de l'État en tant qu'opérateur essentiel de cette articulation. Les acteurs destinataires de cette politique sont les investisseurs

---

11. La sécurité alimentaire et la coopération internationale : http://agromedia.ru/news.aspx?type=1&id=25376. *« "K 2020 godu my možem uveličit' naši èksportnye vozmožnosti do 35-40 mln tonn zerna", zajavil rossijskij prem'er Dmitrij Medvedev na vstreče s učastnikami Delovogo sammita ATÈS v Manile. Glava pravitel'stva RF podčerknul, čto «prodovol'stvennaja bezopasnost' - èto sfera, kotoraja imeet važnost' dlja mnogih stran regiona, i gde est' otličnye perspektivy dlja sotrudničestva" »* [« D'ici à 2020, nous pouvons augmenter notre capacité d'exportation à 35-40 millions de tonnes de céréales », a déclaré le Premier ministre russe Dmitry Medvedev lors d'une réunion avec les membres du Sommet de l'APEC à Manille. Le Premier ministre a souligné que « la sécurité alimentaire est un domaine qui revêt une importance pour de nombreux pays de la région, et où il y a d'excellentes perspectives de coopération »].

étrangers, les clients étrangers, éventuellement les partenaires économiques étrangers. Ainsi, la sécurité alimentaire, entendue dans un sens néo-libéral, s'adresse aux acteurs de la chaîne de production, jusqu'à l'interface marchande, qu'ils soient nationaux ou non. Cette conception de l'agriculture guide le développement agricole des années 2000, qu'il soit financé par les acteurs privés ou publics. Elle promeut le développement d'une agriculture intensive, surtout située au Sud de la Russie, dans les terres noires, traditionnellement agricoles. Elle y favorise également la concentration verticale et horizontale et le développement de nouveaux acteurs agricoles controversés : les agroholdings, réalités hybrides entre restauration des sovkhozes soviétiques et exploitation capitaliste (Grouiez, 2012). Ces structures, parmi les plus étendues en surface dans le monde occidental, exploitent des centaines de milliers d'hectares et sont parfois cotées en Bourse (Visser, Spoor & Mamonova, 2014). Cette production agricole fait l'objet d'investissements accrus dans les années 2010, suite à la chute du secteur pétrolier. Simultanément, elle attire l'attention des pouvoirs publics, sur un secteur pourvoyeur de devises à l'heure de l'effondrement des prix pétroliers.

Cette conception néo-libérale a été critiquée par les producteurs pour sa faible incitation à améliorer la spécialisation en gamme de la Russie et son soutien induit à la consommation de produits étrangers.

> *« Certains fonctionnaires ne comprennent pas bien ce qu'est l'export céréalier de la Russie. Ils ont une relation très primitive à cet export de céréales et considèrent que c'est une activité inutile au pays, parce que c'est un export de produits non transformés. Pour eux, il faudrait d'abord satisfaire la consommation de lait et de viande de la population et ensuite exporter les surplus. Comme le disait l'ancien ministre de l'Agriculture "Exportez au moins des macaroni". Cette relation aux exportations a été très forte un temps, aujourd'hui le balancier va dans l'autre sens. »*
>
> *(Entretien n° 4, 3 novembre 2015, Moscou.)*

Pour autant, cette appropriation d'un concept international évolue et révèle la labilité des priorités économiques et des différents consensus sociaux. Elle souligne l'articulation variable du « eux » et du « nous », du cadre national et du cadre international. Elle souligne en creux la diversité des modalités d'intégration de la production locale dans la mondialisation

et d'alimentation des populations. Plus largement, l'enjeu de cette réflexion est d'analyser l'émergence potentielle d'autres formes de capitalisme, et de déterminer s'il est possible d'observer la constitution d'un capitalisme émergent, contestataire du consensus de Washington et porteur de modes alternatifs de production agricole.

VIA KREMLINA VERSUS VIA CAMPESINA : SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET GOUVERNANCE

L'adoption des sanctions économiques et commerciales à l'égard de la Russie par les États-Unis et l'Union européenne en 2014 suite à la guerre de Crimée modifie radicalement le discours sur l'intégration internationale de la Russie. De fait, l'adoption de contre-sanctions par le gouvernement Medvedev en août 2014 légitime officiellement l'évolution vers une autre conception de la sécurité alimentaire, intégrée dans une perspective d'organisation gouvernementale du changement agricole, celle qualifiée de *Via Kremlina* (Visser, Spoor & Mamonova, 2014). Les contre-sanctions adoptées en réponse aux mesures de l'Union européenne touchent l'importation de produits alimentaires européens. Elles légitiment la mise en place d'une politique agricole dite de substitution aux importations, en lieu et place de la promotion des exportations, propre à la période précédente. Simultanément le rouble subit une dépréciation monétaire importante qui constitue une barrière protectrice additionnelle contre les importations.

Dans ce contexte, le slogan de la sécurité alimentaire prend un tout autre sens que celui en vigueur dans la décennie précédente. Cette perspective est spécifique au contexte des sanctions. Elle paraissait difficile à anticiper avant 2014, même si elle s'enracine dans le nationalisme économique et le reflux du libéralisme constaté à partir de la fin des années 2000 (Dufy, 2015 ; Barsukova, 2011). Constitue-t-elle une voie alternative au discours libéral développé jusque dans les années 2000 et décrit par les chercheurs (Visser, Spoor & Mamonova, 2014) ? Cette orientation est-elle réellement nouvelle ou constitue-t-elle un habillage nouveau d'orientations économiques déjà engagées ? Est-ce que cela fait de l'usage russe de la sécurité alimentaire un usage très spécifique ? On peut observer une mobilisation similaire face à la discussion du traité transatlantique et aux négociations sur la libéralisation des bœufs aux hormones ou du poulet au chlore dans le commerce transatlantique.

> *« De fait, cette notion est aujourd'hui populaire* [comme le constate un économiste expert des questions agricoles]*, en Russie, comme dans le monde entier. Elle est liée à la montée du nationalisme. »*
>
> *(Entretien n° 9, Moscou, 10 novembre 2015.)*

Comme l'explique une syndicaliste du monde des petites exploitations agricoles, les priorités ont été réaménagées :

> *« Bien sûr que ce sont les sanctions qui ont donné une impulsion à la sécurité alimentaire, quand on a commencé à comprendre que l'exportation de pétrole ne pouvait plus remplir le budget, alors là, on a commencé à regarder autrement les exportations de céréales. Ça aussi, ça a eu un impact sur le gouvernement. »*
>
> *(Entretien n° 8, Moscou, 9 novembre 2015.)*

Cette conception de la sécurité alimentaire mobilise une identité économique nationale différente de la variante néo-libérale. Elle met au jour de nouvelles priorités politiques, s'appuie sur de nouvelles coalitions, mobilise de nouveaux acteurs, et redéfinit la place du consommateur face au producteur.

Dans cette conception, l'horizontalité de l'articulation aux flux internationaux est battue en brèche, ainsi que l'indifférenciation entre espace domestique et espace extérieur. L'ordre de la politique qui rétablit des priorités se substitue au caractère impersonnel de la relation économique. L'État en est l'acteur central. Comme en témoigne ce responsable d'une localité rurale de la région de Smolensk :

> *« Nous ne nous fermons pas, nous réorganisons les priorités. Et notre priorité c'est de nourrir le peuple. C'est de lui garantir des produits alimentaires quelles que soient les sanctions »*
>
> *(Entretien n° 6,* Oblast' *de Smolensk, chef de l'administration du district, 6 novembre 2015.)*

Cette priorité nationale exprime une défiance face aux flux commerciaux, une crainte de leur interruption et organise la rupture entre espace national et international. Elle implique par ailleurs de constituer le peuple comme une

entité homogène, et une figure destinataire de cette politique. Elle est également régulièrement réintégrée dans un héritage historique et une longue période révolutionnaire et même pré-révolutionnaire où les famines et pénuries alimentaires ont suscité des troubles sociaux révolutionnaires et une forte instabilité politique dans la Russie tsariste et l'URSS.

Si ces représentations mobilisent des identités économiques et des alliances variables, elles ont également des effets politiques concrets et structurels, sur les filières de production par exemple, sur les relations économiques et commerciales également. L'adoption d'une interdiction d'exporter du blé après la sécheresse de l'été 2010 en Russie avait pour but d'empêcher la flambée des prix sur les marchés intérieurs. Elle a été contrée par les exportateurs qui ont réussi à imposer un mécanisme plus souple de régulation du marché, une taxe flottante sur les prix à l'export, adoptée à l'été 2015, et considérée comme un mécanisme davantage conforme aux lois du marché. La distinction est dès lors nettement établie entre producteurs nationaux et exportateurs étrangers.

> *« Ceux qui décident, c'est moins le ministère de l'Agriculture que le gouvernement. Mais on est arrivés à les convaincre que cela était mauvais pour les agrariens. Les exportateurs, tout le monde s'en moque, ce sont des agents du capitalisme mondial, s'ils ont des problèmes, ils n'ont qu'à s'en aller. Mais les agrariens, ce n'est pas la même chose. C'est dangereux de s'en moquer, eux aussi ils peuvent se moquer. C'est comme cela qu'on a réussi à convaincre. »*
>
> *(Entretien, n° 3, consultant d'une société spécialisée sur les marchés agricoles, Moscou, 3 novembre.)*

Simultanément, le peuple et la population du pays sont des figures mobilisées sous l'angle de la préférence pour la production locale, pour la sécurité alimentaire, prise alors au sens de *food safety*, c'est-à-dire le goût pour les produits locaux écologiques.

> *« Oui la sécurité alimentaire ça fournit du travail aux gens. Et puis à cause du manque de moyens, notre production, elle est plus "propre". À l'ouest, c'est sûr ils produisent plus, mais leurs normes*

> *d'utilisation d'engrais, elles sont aussi beaucoup plus importantes... les gens ils préfèrent les produits locaux. Le prix de leur santé évolue, les gens commencent à préférer de bons produits. »*
>
> *(Entretien n° 6,* Oblast' *de Smolensk, chef de l'administration du district, 6 novembre 2015.)*

Le discours sur la sécurité alimentaire mobilise fortement l'État et laisse peu de place à un discours alternatif, soit parce que ses opposants sont minoritaires, soit parce qu'il mobilise peu. Toutefois, deux types de discours critiques apparaissent, qu'ils se situent du point de vue néo-libéral ou de celui de la sécurité alimentaire par en bas.

La vision nationale de la sécurité alimentaire est critiquée pour son recours contradictoire à la figure du consommateur : en réalité, argumentent ses détracteurs, le discours étatique tend à favoriser le consommateur, alors que la consommation y est plus onéreuse. Les contre-sanctions alimentaires adoptées par les autorités russes ont conduit à renchérir le prix des denrées alimentaires, désormais importées de pays plus éloignés. Les prix et la qualité des produits sont considérés comme sacrifiés sur l'autel de la production nationale.

> *« Le secteur agro-alimentaire c'est l'un des seuls secteurs de l'économie où la substitution aux importations semble possible, tout au moins au niveau de la rhétorique des lobbyistes, ils ont quelque chose à proposer. Mais quand ils disent qu'ils vont accroître la production, ils ne disent pas ce qu'ils font de la qualité. Ces derniers mois, dans le pays, il y a partout des contrôles de qualité, dans la viande, le lait, et rien ne correspond aux standards. »*
>
> *(Entretien n° 2, Moscou, économiste, Institut de l'économie mondiale et des relations internationales, 2 novembre.)*

Le peuple russe est alors constitué en entité homogène, cohérente et unique, dont il faut défendre les intérêts implicitement menacés.

> *« Cela nous conduit à nous représenter la Russie comme une bonne femme avec des tresses qui nourrit ses cochons et plus elle a de cochons et mieux ça vaut. Et sinon qui est menacé ? Les produc-*

> *teurs ? Non, les consommateurs ? Non plus. Personne n'est menacé en fait, sauf la Russie. C'est une sorte de holisme qui nous fait croire qu'il y a des intérêts nationaux objectifs. »*
>
> *(Entretien n° 2, Moscou, économiste, Institut de l'économie mondiale et des relations internationales, 2 novembre.)*

L'autre perspective critique du discours sur la sécurité alimentaire émane des tenants de la sécurité alimentaire, telle qu'elle émerge du mouvement Via Campesina, singulièrement absent de Russie. Elle rejoint la littérature critique sur l'usage du concept à des fins de contrôle des consommateurs et des paysans par le gouvernement et les monopoles des secteurs de la production et de la distribution.

Cette perspective allie la thématique des dispositifs de contrôle et le rôle central des lobbies agraires dans la politique agricole russe.

> *« Je dirais que c'est le gagne-pain de la bureaucratie agraire. Y a des troupeaux entiers de bureaucrates et de chercheurs qui ingèrent des montants considérables pour écrire des rapports effrayants et sans fin sur la sécurité alimentaire. »*
>
> *(Entretien n° 9, Moscou, Académie de la fonction publique près le président de la Fédération de Russie, Moscou, 10 novembre 2015.)*

Ces discours ont des effets réels : ils appuient des mesures politiques spécifiques, construisent un autre rapport de force que le consensus libéral et sollicitent d'autres structures sociales et économiques. En effet, en réponse aux sanctions occidentales est lancé le programme de substitution aux importations de produits alimentaires visant à terme l'autonomie alimentaire. Le financement et le soutien aux filières de production nationale concernent certains domaines prioritaires. Dans le plan de développement de l'agriculture pour 2013-2020, les secteurs du lait et de la viande bénéficient de financements spécifiques.

Les producteurs locaux sont visés par ce programme, ceux des secteurs où les indicateurs de dépendance alimentaire sont plus élevés, ceux de la viande et du lait en particulier. Sont également concernées les régions de production moins fertiles, aux rendements agricoles plus faibles et au climat

Les registres de la sécurité alimentaire

Conceptions	Néolibérale	Protectionniste	Par la base
Registres de discours	Intégration à l'OMC	Sanctions	Développement rural
Acteurs favorisés	Multinationales Investisseurs étrangers Filières logistiques portuaires	Domestiques Gros producteurs Filières logistiques nationales	Individus
Acteurs défavorisés	Consommateurs	Etrangers	Exportateurs Gros producteurs Grande distribution
Critères	Profit Efficacité	Autonomie nationale	Autonomie locale
Mesures	Baisse des droits de douane Intégration régionale (zone eurasiatique) Intégration à l'OMC	Taxes à l'export / import ou interdiction d'export (2010) Substitution aux importations	Distribution de terres Organisation de circuits courts
Conception du marché	Marchés intérieur et extérieurs articulés	Marchés intérieur et extérieurs déconnectés	Local
Tissu économique	Filières longues Investissements capitalistiques et logistique Marchés internationaux Blé	Marché intérieur Filières courtes Viande et lait	Petite agriculture Peu de transport Filières courtes voire très courtes Autoproduction et consommation
Période prédominante	2010	À partir de 2014	Inactivée

plus défavorable, la Russie centrale et la Sibérie par exemple[12]. Dans ces régions, le marché domestique est le débouché privilégié des producteurs agricoles. Dans le secteur des céréales, considéré comme stratégique, le fonds de sécurité alimentaire constitué par l'État identifie des volumes de stockage au niveau régional dont la visée est de constituer des réserves suffisantes pour l'alimentation du pays. Il se distingue singulièrement des fonds stockés sous l'égide de l'État par la Société unie des céréales *(Ob"edennjennaja zernaja kompanija)* dans le but de réguler les prix et d'articuler les marchés internes et internationaux. Les filières de distribution concernées sont ici nationales.

12. Ces constats évoluent toutefois avec le changement climatique qui modifie les contours de la production agricole.

Le tableau ci-dessus permet de reconstituer les trois registres identifiés de la sécurité nationale et dominant à des périodes diverses depuis la fin de l'URSS : la période néo-libérale des années 1990, la période protectionniste depuis 2014, alors que le registre de la sécurité alimentaire par en bas est très marginal.

CONCLUSION

Le terme de sécurité alimentaire a connu un vif succès mondial et a été largement étendu à l'extérieur du cercle des pays destinataires pour lesquels il avait initialement été inventé. Dans la Russie post-soviétique, son usage reste assez traditionnel, marqué par la prégnance de l'agriculture et de l'État, délaissant largement la sphère de la santé, de la nutrition et de la société civile. Toutefois, le discours politique russe le décline sous trois formes majeures : une conception néo-libérale, une conception protectionniste, fondée sur un développement économique national, tout en laissant de côté la conception d'une sécurité alimentaire autonome. Le concept de sécurité alimentaire est ici appréhendé comme un discours sur le rapport à la mondialisation. La mise en évidence de son incarnation dans différents contextes montre que ce concept est flexible, et porteur de significations diverses en fonction des acteurs qui le portent et des réalités dans lesquelles il s'intègre. Le travail politique de mobilisation est essentiel pour la légitimation de ces significations fluctuantes, qui invalident des définitions rigides et unilatérales. Au-delà, son inscription dans l'agenda public crée des structures productives spécifiques, des articulations économiques distinctes sous la forme de filières et modifie les formes sociales qui les soutiennent.

Ses différentes facettes montrent l'évolution des rapports de force politiques et des compromis sociaux. Cette conception sert de base à une politique qui, au gré des circonstances, organise des modalités différentes d'articulation du pays au marché. Tantôt les marchés internes et externes sont dissociés, laissant la priorité à la production nationale, tantôt l'État promeut leur réagencement, favorisant ainsi les acteurs tournés vers le commerce international. La notion de sécurité alimentaire mobilise donc des ressorts identitaires variables et différenciés, plus qu'elle n'opère réellement la fermeture du pays aux flux de marchandises. Ce faisant, l'usage politique et identitaire de la sécurité alimentaire accentue la diversité et la segmentation du tissu productif agricole russe. Loin de constituer une spécificité russe,

cette intégration internationale à plusieurs visages est caractéristique des grandes puissances agricoles, faisant face à des défis alimentaires et engagées dans une période de modernisation et de changement économique et social rapide.

BIBLIOGRAPHIE

ANDERSON Benedict (1983), *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism,* London : Verso.

BARSUKOVA Svetlana (2011), « Doktrina prodovol'stvennoj bezopasnosti Rossii: ocenka èkspertov (opublikovano 08.09) » [La doctrine de la sécurité alimentaire en Russie : avis d'experts (8 septembre)], Federal'noe Internet-izdanie *Kapital strany* [édition en ligne de *Kapital strany*] ; http://kapital-rus.ru/articles/article/190706

BARSUKOVA Svetlana & DUFY Caroline (2013), « Vosprijatie rynka i patriotizma v sovremennom rossijskom biznese » [Perception du marché et du patriotisme dans le commerce russe contemporain], *Mir Rossii*, n° 4, p. 40-60.

BERNARD de Raymond Antoine & GOULET Frédéric (2014), Introduction « Les transformations de l'agriculture intensive », *Sociologie des grandes cultures*, Versailles : Editions Quæ, coll. « Nature et société », p. 5-22 ; DOI : 10.3917/quae.berna.2014.01

BOLTANSKI Luc & THÉVENOT Laurent (1991), *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris : Gallimard.

BRICAS Nicolas & DAVIRON Benoît (2008), « De la hausse des prix au retour du "productionnisme" agricole : les enjeux du sommet sur la sécurité alimentaire de juin 2008 à Rome », *Hérodote*, vol. 4, n° 131, p. 31-39. DOI : 10.3917/her.131.0031

BRUEGEL Martin & STANZIANI Alessandro (2004), « Pour une histoire de la "sécurité alimentaire" », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 51, n° 3, p. 7-16.

CAROLAN Michael (2012), « The Food and Human Security Index: Rethinking Food Security and Growth", *International Journal of sociology of Agriculture and Food*, vol. 19, n° 2, p. 176-200.

ČAŠIN A. L. & PUSTUEV V. K. (2004), *Monitoring v sisteme prodovol'stvennoj Bezopasnosti'* [La surveillance du système de sécurité alimentaire], Agropress : Moscow.

DUFY Caroline (2015), « Redefining Business Values in Russia: the Boundaries of Globalization and Patriotism in Contemporary Russian Industry », *Europe-Asia Studies*, vol. 67, n° 1, p. 84-101.

DUFY Caroline & THIRIOT Céline (2013) « Les apories de la transitologie. Quelques pistes de recherche à la lumière d'exemples africains et post-soviétiques », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 20, n° 3, p.19-40. DOI : 10.3917/ripc.203.0019

DUNCAN David & BARLING Jessica (2012), « Renewal through Participation in Global Food Security Governance: Implementing the International Food Security and Nutrition Civil Society Mechanism to the Committee on World Food Security », *International Journal of Sociology of Agriculture and Food*, vol. 19, n° 2, p. 143-161.

FAO, OECD, eds. (2011), *Price Volatility in Food and Agricultural Markets: Policy Responses*, Paris : OCDE ; http://www.oecd.org/dataoecd/40/34/48152638.pdf.

FOUILLEUX Ève (2009), « À propos de crises mondiales... Quel rôle de la FAO dans les débats internationaux sur les politiques agricoles et alimentaires ? », *Revue française de science politique*, vol. 59, n° 4, p. 757-782. DOI : 10.3917/rfsp.594.0757

GROUIEZ Pascal (2012), « Des kolkhozes à l'agrobusiness en Russie », *Études rurales*, n° 190, n° 2, p. 49-62.

HABIB Ayeb (2008), « Crise alimentaire en Égypte : compétition sur les ressources, souveraineté alimentaire et rôle de l'État », *Hérodote*, vol. 4, n° 131, p. 58-72. DOI 10.3917/her.131.0058

HRABANSKI Marie (2011), « Souveraineté alimentaire : mobilisations collectives agricoles et instrumentalisations multiples d'un concept transnational », *Revue Tiers-monde*, vol. 3, n° 207, p. 151-168. DOI : 10.3917/rtm.207.0151.

JABKO Nicolas (2009), *L'Europe par le marché, Histoire d'une stratégie improbable*, Paris : Presses de la FNSP.

KIRTCHIK Olessia (2009) « Les défis de la politique agricole en Russie dans le contexte de la globalisation libérale », *Mondes en Mouvement*, dossier 1, Octobre ; http://mondesenmouvements.e-monsite.com/pages/dossiers/dossier-1-octobre-2010.html.

LAWRENCE Geoffrey & Philip Mc MICHAEL (2012), « The Question of Food Security », *International Journal of Sociology of Agriculture and Food*, vol. 19, n° 2, p. 135–142.

LERIN François & LOUAFI Sélim (2009), « "Tout bouge, rien ne change ?" De la difficulté à considérer la sécurité alimentaire comme un bien public global », *Courrier de la planète*, n° 91, p. 4-7 ; http://www.courrierdelaplanete.org/91/article1.php

LIEFERT William M., LIEFERT Olga & SEROVA Evguenia (2009), « Russia's Transition to Major Player in World Agricultural Markets », *Choices: the Magazine of Food, Farm and Resource Issues*, vol. 24, n° 2, p. 47-51 ; http://www.choicesmagazine.org/magazine/pdf/article_78.pdf

MARGULIS Matias E. (2013), « The regime complex for food security: Implications for the global hunger challenge », *Global Governance*, vol. 19, n° 1, p. 53–67.

MAXWELL Simon (1996), « Food Security: a Post-Modern Perspective », *Food Policy*, vol. 21, n° 2, p. 155-170.

MAXWELL Daniel, WEBB Patrick, COATES Jennifer & WIRTH James (2010) « Fit for purpose? Rethinking food security responses in protracted humanitarian crises », *Food policy*, vol. 35, p. 91-97.

MC KEON Nora, dir. (2015), *Food Security Governance Empowering Communities, Regulating Corporations*, Routledge.

MC MICHAEL Philip & SCHNEIDER Mindi (2011), « Food Security Politics and the Millennium Development Goals », *Third World Quarterly*, vol. 32, n° 1, p. 119–139. DOI : 10.1080/01436597.2011.543818

MOONEY Patrick H. & HUNT Scott A. (2009), « Food Security: The Elaboration of Contested Claims to a Consensus Frame », *Rural sociology*, vol. 74, n° 4, p. 469-497.

NEFEDOVA Tatiana (2015), « L'agriculture russe, un nouveau départ? », *in* A. Dubien (dir.), *Regards de l'Observatoire franco-russe*, Paris : Le Cherche Midi.

OECD (2013), *Global Food Security/ Challenges for the Food and Agriculture System*, Paris : OECD publications.

OXFAM (2009), *Au-delà des clivages : réformer la gouvernance mondiale sur la sécurité alimentaire*. Paris: Oxfam, Note d'information.

PATEL Rajeev (2006), « International Agrarian Restructuring and the Practical Ethics of Peasant Movement Solidarity », *Journal of Asia and African Studies*, vol. 41, n° 1-2, p. 71-93.

ROGER Antoine (2014), « Les supports politiques du productivisme agricole en Roumanie », *in* Bernard de Raymond Antoine, Goulet Frédéric, *Sociologie des grandes cultures*, Versailles, Editions Quæ « Nature et société », p. 151-170.

SEDIK David, SOTNIKOV Sergey & WIESMANN Doris (2003), *Food Security in the Russian Federation*, Rome, Italy : United Nations Food and Agriculture Organization.

SHAW D. John (2007), *World food security: a history since 1945*, New York: Palgrave Macmillan.

STANZIANI Alessandro (1998), *L'économie en révolution. Le cas russe, 1870-1930*, Paris : Albin Michel, coll. « L'évolution de l'humanité ».

THIVET Delphine (2012), « Des paysans contre la faim. La "souveraineté alimentaire", naissance d'une cause paysanne transnationale », *Terrains & travaux*, vol. 1, n° 20, p. 69-85.

United Nations (1975), *Report of the World Food Conference*, Rome, 5-16 November 1974, New York.

VISSER Oane, SPOOR Max & MAMONOVA Natalia (2014), « Is Russia the emerging global'breadbasket'? Re-cultivation, agroholdings and grain production », *Europe-Asia Studies,* vol. 66, n° 10, p. 1589-1610.

VISSER Oane, MAMONOVA Natalia, SPOOR Max & NIKULIN Alexander (2015), « "Quiet Food Sovereignty" as Food Sovereignty without a Movement? Insights from Post-socialist Russia », *Globalizations*, vol. 12 , n° 4, p. 513-528.

WEGREN Stephen K. (2010), « Russia's Food Policies and Foreign Policy », *Demokratizatsiya: the Journal of Post-Soviet Democratization*, vol. 18, n° 3, p. 189-207 ; https://www.gwu.edu/~ieresgwu/assets/docs/demokratizatsiya%20archive/GWASHU_DEMO_18_3/C4W0VN8038PQR45P/C4W0VN8038PQR45P.pdf

WEGREN Stephen K (2011), « Food Security and Russia's 2010 Drought », *Eurasian Geography and Economics*, vol. 52, n° 1, p. 140–156.

WEGREN Stephen K. & TROTSUK I. V. (2013), *« Prodovol'stvennaja bezopasnost' v Rossijskoj*

Federacii », Krestjanovedenie, Teorija, Istorija, Sovremennost' [La sécurité alimentaire dans la Fédération de Russie, Monde paysan, théorie, histoire, modernité], Moscou : Editions Delo, Académie de l'économie nationale et du service public, auprès du Président de la Fédération de Russie, n° 8, p.243-269.

WITTMAN Hannah, DESMARAIS Annette, & WIEBE Nettie (2010), *Food sovereignty: Reconnecting food, nature and community*, Halifax and Oakland : Fernwood Publishing and Food First Books.

YARKOVA Tatiana M. (2013), « Development of Branches of Agro-Industrial Complex During Improvement of Food Sovereignty of Russian Regions », *World Applied Sciences Journal*, vol. 23, n° 2, p. 245-251.

YEFIMOV Vladimir (2003), *Économie institutionnelle des transformations agraires en Russie,* Paris : L'Harmattan.